

La transparence est un devoir, tant pour les membres de l'association support de l'établissement catholique d'enseignement que pour le chef d'établissement et les salariés de l'association.

### PLAN DU CHAPITRE

#### D38.1 PREAMBULE

#### D38.2 FONCTIONNEMENT STATUTAIRE DE L'ASSOCIATION

- 1) Assemblée générale annuelle
- 2) Conseil d'administration
- 3) Bureau

#### D38.3 RESPECT DES TEXTES LEGISLATIFS INCOMBANT AUX ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

- 1) Teneur des textes
- 2) Application à l'enseignement catholique

### D38.1 PREAMBULE

Transparence interne, cela signifie :

- **Clarté des fonctions et prérogatives des uns et des autres**, à travers des statuts associatifs à jour et appliqués, à travers des contrats de travail à jour et respectés, à travers des chartes de fonctionnement de l'enseignement catholique connues et intégrées (*statuts Enseignement catholique, place des OGEC, statuts chefs d'établissement, ...*).
- **Clarté des procédures organisationnelles** : l'établissement catholique d'enseignement, au plan matériel, doit fonctionner dans le cadre de règles du jeu écrites, arrêtées et approuvées par l'ensemble des parties prenantes de l'établissement : chef d'établissement et cadres, OGEC, enfin délégués du personnel et comité d'entreprise à titre d'information sur l'état de l'organisation et de la transparence internes.
- **Respect des textes législatifs**, des textes spécifiques à l'enseignement privé sous contrat, et des textes relatifs aux associations et fondations en général.
- **Obligations et devoirs relatifs à une bonne communication interne** :
  - Mise en place d'une concertation et d'un travail d'équipe réguliers au sein de l'établissement catholique d'enseignement
  - Information réglementaire des organisations représentatives du personnel
  - Informations régulières, d'ordre statutaire, auprès des membres de l'association, les deux organes principaux étant l'assemblée générale annuelle et les conseils d'administration : ces informations portent non seulement sur les comptes clos, mais également sur les plans pluriannuels d'investissement et gros entretiens, et sur les budgets prévisionnels annuels d'investissement et de fonctionnement, enfin sur les procédures de contrôle interne de la gestion.
- **Modus vivendi sur un mode de management "participatif et transparent"** entre chef d'établissement, OGEC et cadre de gestion notamment.
  - Voir à ce propos le tableau "*schéma organisationnel : grandes étapes de la démarche de gestion*" (voir D34 p.3) qui insiste très fortement sur la notion de travail d'équipe, afin de sortir des prérogatives et fonctions cloisonnées, dommageables par rapport à un fonctionnement efficace de l'Enseignement catholique.
  - Relire aussi, impérativement, le texte approuvé par le Comité national de l'Enseignement catholique le 31 mars 2006 et intitulé "*la participation des OGEC à la mission éducative des établissements catholiques d'enseignement*".

La transparence financière se situe aussi sur le plan d'un mode de fonctionnement intelligent et concerté, qui respecte l'esprit et la lettre des textes fondateurs de l'Enseignement catholique.

Nous vous proposons ci-après quelques extraits du texte sur la place des OGEC, qui se situent dans une exigence de travail transparent, concerté, au

service d'un projet commun (*ne pas dresser des murs, mais construire des ponts entre toutes les parties prenantes de la communauté éducative*) :

*"... Ainsi, le bon fonctionnement d'un établissement catholique d'enseignement repose sur la meilleure articulation possible, dans le respect de leurs fonctions et prérogatives, entre l'autorité de tutelle, le chef d'établissement et le président de l'organisme de gestion. La mise en œuvre du caractère propre catholique, sous la responsabilité du chef d'établissement et dont l'autorité de tutelle est garante, est une œuvre collective à laquelle les gestionnaires participent pleinement..."*

*"... En conclusion, la spécificité de l'institution repose sur le fait qu'un établissement catholique d'enseignement est une "communauté éducative" qui présuppose en particulier :*

- la conviction partagée par tous que la complémentarité des apports des uns et des autres contribue fortement à la cohérence et constitue une condition du succès de l'acte éducatif.*
- L'existence d'instances de dialogue et de coopération appropriées à l'intérieur de l'établissement comme le conseil d'établissement qui permet des rencontres en dehors des assemblées générales des diverses associations.*

*La tutelle, le chef d'établissement, le président d'OGEC, le président d'APEL, c'est le fondement sur lequel repose l'existence, l'animation pastorale, pédagogique, financière, sociale de l'établissement..."*

## D38.2 FONCTIONNEMENT STATUTAIRE DE L'ASSOCIATION

### 1) Assemblée générale annuelle :

Elle doit intégrer la maxime *"gérer, c'est prévoir"*.

L'assemblée générale annuelle doit approuver un schéma d'investissements et gros entretiens à 5 ans. Ce schéma représente la mise en place des infrastructures immobilières et mobilières nécessaires au projet éducatif et pédagogique de l'établissement catholique d'enseignement. L'assemblée générale doit donc mettre à jour annuellement un plan de moyen terme.

Dans un second temps, l'assemblée, à partir de l'approbation des comptes clos, approuve les budgets annuels de fonctionnement et d'investissement de l'exercice en cours (*budgets arrêtés définitivement par le conseil d'administration de l'OGEC en début d'exercice*) : le cadre budgétaire annuel doit en effet être approuvé après le cadre pluriannuel. De même, les grands équilibres financiers doivent être respectés : présentation impérative des principaux clignotants financiers calculés à partir de ces budgets et plans (*capacité d'autofinancement et fonds de roulement notamment*).

Le rapport de gestion présenté en assemblée générale, rapport principalement littéraire, doit faire apparaître l'évolution de ces clignotants essentiels, et garantir à l'assemblée présente la sécurité financière de l'association dans le cadre des projets qu'elle porte.

### 2) Conseil d'administration :

La transparence financière interne est aussi manifestée par le mode de fonctionnement du conseil d'administration de l'OGEC :

Le *"fil rouge"* de l'année financière se présente ainsi pour les administrateurs :

- Avant les grandes vacances scolaires (juin/juillet) : préparation des budgets de fonctionnement et d'investissement de l'année scolaire suivante en lien étroit avec les chefs d'établissement.

Un travail d'équipe est nécessaire : le trépied [OGEC / chef d'établissement / permanent attaché de gestion ou comptable] doit fonctionner rigoureusement.

- Fin septembre / début octobre : arrêté définitif des budgets de l'exercice scolaire qui vient de commencer. Même travail d'équipe, et arrêté en conseil d'administration d'OGEC.
- Novembre / décembre : clôture des comptes de l'exercice clos. Le chef d'établissement et l'OGEC participent ensemble à certains arbitrages. Ces comptes sont arrêtés par le conseil d'administration de l'OGEC, l'assemblée générale ordinaire annuelle les approuvera en même temps que les budgets de fonctionnement et d'investissement de l'exercice en cours.

- Février / mars : situation financière intermédiaire à 6 mois. Les budgets sont-ils et vont-ils être respectés, faut-il être plus vigilants sur certains postes qui semblent déraiper ?... C'est l'occasion également, lors de ce conseil d'administration d'OGEC, de faire une évaluation des procédures de "contrôle interne" : des grilles de mise en place d'une organisation, d'un "qui fait quoi ?" peuvent être mises à jour pour les 4 circuits d'organisation principaux que sont les achats, la facturation familles, la paie, la trésorerie ; les fonctions, les tâches, sont-elles bien distribuées, séparées, afin qu'un contrôle mutuel, qu'une complémentarité, puissent s'installer, et que les risques d'erreurs ou de malversations soient le plus possible limités ?

Ce travail d'équipe, de mi-année, sur les modes de mise en œuvre des budgets, est important.

Rappelons que ces procédures, dites de contrôle interne, doivent être validées en conseil d'administration de l'OGEC chaque année, chaque salarié ou élu intervenant dans les circuits d'organisation, devant les connaître, en disposer d'un exemplaire, afin de bien délimiter son poste ou sa fonction.

- Juin / juillet : la préparation des budgets de l'exercice scolaire suivant se fait également à l'appui d'une approche des comptes de l'exercice qui se termine (*extrapolation de la balance comptable des 9 ou 10 derniers mois et rapprochement avec les budgets de l'exercice en cours*).

### 3) Bureau :

Il se réunit, à discrétion entre les conseils d'administration, pour régler des questions ponctuelles qui peuvent l'être hors conseil d'administration ou dans l'urgence, et pour préparer les réunions du conseil d'administration.

## D38.3 RESPECT DES TEXTES LEGISLATIFS INCOMBANT AUX ASSOCIATIONS ET FONDATIONS

Les OGEC doivent principalement connaître la *loi n° 2001-420 du 15 mai 2001*, relative aux nouvelles régulations économiques ("NRE") et son *décret d'application n° 2002-803 du 3 mai 2002*, textes eux-mêmes quelque peu amendés et complétés par la *loi n° 2003-706 du 1<sup>er</sup> août 2003*, dite de "sécurité financière", dans son chapitre II "de la transparence des entreprises".

### 1) Teneur des textes :

- Insertion dans le Code de commerce d'un article L 612-5 ainsi rédigé (voir chap. III de la loi du 15 mai 2001 intitulé "prévention des conflits d'intérêts" en son article 112) :

*"le représentant légal ou, s'il en existe un, le commissaire aux comptes d'une personne morale de droit privé non commerçante ayant une activité économique ou d'une association visée à l'article L612.4, présente à l'organe délibérant ou, en l'absence d'organe délibérant, joint aux documents communiqués aux adhérents, un rapport sur les conventions passées directement ou par personne interposée entre la personne morale et l'un de ses administrateurs ou l'une des personnes assurant un rôle de mandataire social de la dite personne morale.*

*L'organe délibérant statue sur ce rapport.*

*Un décret en conseil d'état précise les conditions dans lesquelles le rapport est établi.*

*Une convention non approuvée produit néanmoins ses effets. Les conséquences préjudiciables à la personne morale résultant d'une telle convention peuvent être mises à la charge, individuellement ou solidairement selon le cas, de l'administrateur ou de la personne assurant le rôle de mandataire social."*

- Section 2 du décret n° 2002-803 du 3 mai 2002 : "conventions réglementées dans les personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique" (fait aussi référence au décret n° 85-295 du 1<sup>er</sup> mars 1985 modifié après pour l'application de la loi n° 84-148 du 1<sup>er</sup> mars 1984 relative à la prévention et au règlement amiable des difficultés des entreprises).

*Article 53 de cette section 2 : "dans le décret du 1<sup>er</sup> mars 1985 susvisé, il est inséré un article 25-1 ainsi rédigé : le rapport mentionné au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article L 612-5 du Code du commerce contient :*

- a) l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant ou jointes aux documents communiqués aux adhérents en l'absence d'organe délibérant.*
- b) le nom des administrateurs intéressés ou des personnes intéressées assurant un rôle de mandataire social.*
- c) la désignation de la société ayant passé une convention dans les conditions de l'alinéa 2 de l'article L 612-5 susmentionné.*

d) La nature et l'objet des dites conventions.

e) Les modalités essentielles de ces conventions notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et le cas échéant, toutes autres indications permettant à l'organe délibérant ou aux adhérents d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées."

Article 54 de cette section 2 du décret du 3 mai 2002 :

"dans le même décret, il est inséré un article 25-2 ainsi rédigé :

lorsque le rapport est établi par le commissaire aux comptes, le représentant légal de la personne morale avise ce dernier des conventions mentionnées à l'article L 612-5 du Code du commerce dans le délai d'un mois à compter du jour où il en a connaissance. »

- Article 123 alinéa 5 de la loi du 1<sup>er</sup> août 2003 dite de "sécurité financière" : Alinéa 5 : l'article 612-5 du code du commerce est complété par un alinéa ainsi rédigé :

"les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties."

## 2) Application à l'Enseignement catholique :

Les OGEC sont concernés par ces textes qui mettent en place un régime de conventions réglementées au sein des associations, quelle que soit leur taille. En effet, les OGEC relèvent bien de la catégorie des personnes morales de droit privé non commerçantes ayant une activité économique, qui entrent toutes dans le champ d'application de la loi "NRE".

### ■ Conventions visées par l'application de cette nouvelle réglementation :

Il s'agit, dans notre secteur, des conventions entre l'OGEC et l'un ou l'autre de ses administrateurs.

La commission comptable de la FNOGEC considère en effet que les chefs d'établissement ne sont pas directement concernés par cette loi, ceux-ci n'étant pas les administrateurs de l'association.

Il n'y a jamais de délégation de gestion totale de l'OGEC au chef d'établissement, mais une délégation partielle ; les fonctions du directeur salarié de l'association OGEC résultent, en effet, à la fois de son contrat de travail, de la lettre de mission reçue de la tutelle et des délégations données en vertu des statuts de l'OGEC.

Les délégations de gestion dont le chef d'établissement bénéficie sont relatives à l'exécution de plans et budgets préalablement votés par le conseil d'administration de l'OGEC.

De ce qui précède, il résulte que le chef d'établissement, bien que titulaire d'une large délégation du président d'OGEC, n'a pas au regard de la loi NRE le statut de dirigeant car il ne dispose pas de délégation de pouvoir de nature à engager l'association en dehors d'un cadre budgétaire préalablement défini.

Cette approche permet d'écarter notamment tout risque de requalification fiscale liée à une "gestion de fait" par le directeur.

### ■ Nature des conventions :

Toute convention entre OGEC et administrateurs est à mentionner dans un rapport spécial qui devra être présenté en assemblée générale : lien financier ou non, administrateur, administrateur représentant d'une personne morale tierce en lien avec l'OGEC, gestion désintéressée ou non,...

Nous distinguons trois catégories de conventions (*il est souhaitable que les 3 catégories de conventions soient mentionnées dans le rapport spécial*) :

**1. Conventions libres** : une convention est libre lorsqu'elle correspond à des opérations courantes conclues à des conditions normales. Les opérations courantes sont celles qui relèvent de l'objet social de l'association ; des conditions normales sont celles ne procurant aucun avantage particulier aux dirigeants.

Par exemple, l'administrateur OGEC, qui est en même temps parent d'élève, s'acquitte des différentes prestations proposées à ses enfants au même titre et dans les mêmes conditions que les autres parents.

**2. Conventions prohibées** : une convention est prohibée lorsqu'elle correspond à des opérations ou des situations qui, d'après les statuts, ne peuvent être conclues entre l'association et des membres du conseil d'administration.

Par exemple, signalons l'extrait *article 6* des statuts-types OGEC : *“Ne peuvent être membres de l'association les personnes rémunérées à quelque titre que ce soit et travaillant dans la ou les structures gérées par l'association, ainsi que leurs conjoints, ascendants ou descendants directs”*. Si cet article n'était pas respecté il s'agirait de mentionner obligatoirement cette *“convention prohibée”* dans le rapport spécial annuel présenté à l'assemblée générale.

La commission comptable de la FNOGEC souhaite que soit également spécifiée aux OGEC l'interdiction de prêt aux administrateurs.

### 3. Conventions réglementées :

Les opérations suivantes doivent être règlementées :

- Fourniture de prestations quelles qu'elles soient par un administrateur à l'OGEC : prêt bancaire, travaux, prestations et services divers, ventes de biens, assurances...
- Réductions supplémentaires dont pourrait bénéficier un administrateur parent d'élève par rapport à celles qui sont proposées dans le dossier d'inscription.
- Réduction sur les cotisations d'adhésion d'un administrateur à l'OGEC.

Ces opérations doivent être autorisées selon la procédure suivante :

- Autorisation préalable du conseil d'administration de l'OGEC (*l'administrateur prestataire ne participant ni au vote ni aux délibérations du conseil*).
- Rédaction d'une convention qui définit l'opération et ses conditions de réalisation (*une convention par opération ; présentation de la situation et de la procédure adoptée, avec les dates, noms et lieux de façon synthétiques sur une seule page*).
- Rapport sur toutes les conventions mises en place, effectué par le président d'OGEC ou le commissaire aux comptes. Ce rapport est arrêté par le conseil d'administration qui précède l'assemblée générale.
- Approbation de ce rapport par l'assemblée générale de l'association.

### ■ Rapport sur les conventions entrant dans le champ d'application de cette réglementation :

Un rapport doit être présenté par le représentant légal de la structure, c'est-à-dire le président de l'OGEC, à l'organe délibérant, c'est-à-dire l'assemblée générale ordinaire de l'association (*l'organe délibérant est celui qui est chargé d'approuver les comptes*).

Dans la forme (*article 53 du décret du 3 mai 2002*), le rapport présentera en premier lieu une énumération des conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant, en deuxième lieu le nom des administrateurs intéressés, en troisième lieu la nature et l'objet des dites conventions, et en quatrième lieu les modalités essentielles de ces conventions (*il n'y a pas lieu d'annexer au rapport le détail des conventions : l'appréciation de l'intérêt qui s'attache à la conclusion des conventions s'arrête là où commence la confidentialité et le nécessaire devoir de réserve*).

Le même décret a prévu, en son *article 54*, que lorsqu'il y a un commissaire aux comptes, le président de l'OGEC doit aviser ce dernier des conventions existantes dans le délai d'un mois à compter du jour où il en a connaissance.

**Nota :** les conventions entre associations ne relèvent pas de cette loi (*loi NRE du 15 mai 2001*). Cependant il apparaît nécessaire d'expliciter et inclure dans le rapport sur les conventions, celles existant entre associations ayant des administrateurs communs. Dans un objectif de transparence financière, la commission comptable de la FNOGEC préconise que ces conventions soient soumises à l'autorisation préalable du conseil d'administration.

